

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/22/Add.2

21 mars 1997

(97-1174)

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Questions et réponses additionnelles

Addendum

La Commission gouvernementale sur l'accèsion de l'Ukraine à l'OMC a communiqué les réponses ci-après aux questions posées par des délégations concernant le document WT/ACC/UKR/22.

Table des matières

<u>Sujet</u>	<u>Numéro des questions</u>	<u>Pages</u>
Problèmes stratégiques	1-5	
Questions techniques	6	
Questions additionnelles concernant l'accès au marché des marchandises	7-15	
Droits saisonniers	16-29	

Problèmes stratégiques

Question 1

Il semble que l'Ukraine soit disposée à consolider toutes les positions tarifaires de son tarif douanier. Les consolidations globales sont, à notre sens, un premier pas essentiel pour parvenir à un ensemble de résultats mutuellement acceptables concernant l'accès au marché des marchandises. Est-ce exact?

Réponse

Oui, c'est exact.

Question 2

Nous sommes préoccupés par l'"objectif" que s'est fixé l'Ukraine d'atteindre un taux de droit final moyen de 14 pour cent: il s'agit là d'un chiffre beaucoup trop élevé, la moitié serait plus acceptable. Dans sa publication "Recent Developments", le FMI indiquait récemment que la moyenne pondérée des droits de douane appliqués par l'Ukraine avoisinait 5 pour cent. Il serait utile de connaître le rapport du taux final prévu aux taux appliqués actuellement par l'Ukraine. Notre position générale est que les négociations tarifaires ne devraient pas avoir pour résultat d'augmenter la protection existante.

Réponse

Le taux moyen pondéré de 14 pour cent des droits d'importation concerne l'ensemble des marchandises, produits agricoles compris. Selon les résultats de 1996, ce taux s'élève à 5,12 pour cent. Toutefois, le taux moyen pondéré est de 7,6 pour cent pour l'ensemble des produits, à l'exclusion des produits énergétiques (gaz, pétrole, combustibles etc.) et de 25,12 pour cent pour les produits agricoles.

Question 3

Nous présumons que la proposition de l'Ukraine est une position de négociation, autrement dit que l'échelonnement et le calendrier sont négociables.

Autre observation. Le principe général dans les négociations tarifaires est d'abaisser les droits chaque année, ce qui est une bonne chose aussi pour vos producteurs parce qu'une réduction progressive évite de fortes modifications tarifaires une année donnée.

Dans la section "Eléments fondamentaux de la restructuration du tarif douanier", l'Ukraine indique que l'un des principes de la restructuration est l'établissement de "taux maximaux qui, pour les produits manufacturés, ne dépasseront pas 30 pour cent de la valeur en douane du produit". Or, le tarif douanier annexé au document comprend des taux initiaux de 40 à 50 pour cent pour certains produits manufacturés, comme les meubles et certains appareils et matériels du chapitre 85.

L'Ukraine pourrait-elle expliquer cette contradiction apparente?

Réponse

Il est vrai qu'en principe et conformément aux "Eléments fondamentaux de la restructuration du tarif douanier", les taux maximaux applicables aux produits manufacturés ne peuvent dépasser 30 pour cent de la valeur en douane du produit. Toutefois, les meubles (9401, 9403) font partie des produits soumis à des droits d'accise pouvant atteindre 70 pour cent. Il convient de noter que, comme indiqué dans le document de synthèse sur la transformation du tarif douanier, les taux appliqués à ces produits seront ramenés à 10 pour cent dans le cadre du processus d'harmonisation.

Question 4

Les Etats-Unis et d'autres pays ont participé à des initiatives tarifaires zéro pour zéro dans dix secteurs dans le cadre du Cycle d'Uruguay (machines et matériel agricoles, bières, machines et matériel pour la construction, eaux-de-vie, mobilier, matériel médical, papier, produits pharmaceutiques, acier et jouets), ainsi qu'à l'harmonisation des droits de douane sur les produits chimiques. Nous sommes aussi partie à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils, qui prévoit l'application de droits nuls à certains produits destinés à être utilisés dans un aéronef civil.

Nous nous félicitons que le document de synthèse prévoie l'acceptation d'un grand nombre de ces initiatives sectorielles, bien qu'avec un étalement dans le temps qui devrait selon nous faire l'objet de négociations.

Quels facteurs empêchent l'Ukraine de souscrire à toutes ces initiatives sectorielles? (Par exemple, pourquoi n'est-il pas proposé dans le document de taux zéro pour les machines et le matériel agricole, les machines et le matériel pour la construction, le matériel médical et les aéronefs civils, et pourquoi l'Ukraine applique-t-elle des taux de droits de 6,5 pour cent aux produits chimiques du chapitre 28 au lieu du taux de 5,5 pour cent prévu dans l'initiative d'harmonisation?)

Réponse

S'agissant des machines et du matériel mentionnés ci-dessus, il convient de souligner qu'en Ukraine des entreprises de construction mécanique sont actuellement en pleine phase de reconstruction et ont besoin d'un minimum de soutien pendant la période d'harmonisation.

La réduction des taux de droits d'importation relatifs au chapitre 28 peut faire l'objet de négociations.

Question 5

Nous souhaitons aussi faire part à l'Ukraine d'une nouvelle initiative tarifaire zéro pour zéro que les Etats-Unis, l'Union européenne et d'autres pays sont en train de négocier. Il s'agit de l'Accord sur les technologies de l'information, qui prévoit l'application d'ici l'an 2000 de droits nuls à des produits tels que les ordinateurs, les semi-conducteurs, le matériel de télécommunication et d'autres composants clés des "autoroutes de l'information".

Dans la réponse à la question 35 dans le document WT/ACC/UKR/25, la "Liste des catégories de marchandises pour lesquelles les droits de douane ont été modifiés" indique les nouveaux taux spécifiques fondés sur la cylindrée des véhicules automobiles. Dans le document de synthèse, l'Ukraine propose des taux *ad valorem* pour les véhicules automobiles.

L'Ukraine peut-elle confirmer son intention d'appliquer des taux de droits *ad valorem* aux véhicules automobiles?

Réponse

Le document de synthèse indique les taux maximaux des droits d'importation sur une base *ad valorem*, mais ne définit pas les modalités d'application de ces droits de douane.

Questions techniques

Question 6

Il nous manque encore un certain nombre d'informations techniques qui nous aideraient à mieux comprendre votre position et à préparer une demande détaillée. Nous souhaiterions régler les questions tarifaires techniques aussitôt que possible, afin qu'elles ne retardent pas par la suite les négociations sur le fond de la liste de l'Ukraine concernant les marchandises.

Serait-il possible d'obtenir un exemplaire du tarif douanier actuel de l'Ukraine, présenté sous forme électronique? Il s'agit là d'un élément essentiel qui nous aiderait à analyser les données concernant les importations ukrainiennes et à comprendre la nomenclature actuelle et les taux de droits intéressant les exportateurs des Etats-Unis.

Nous souhaiterions aussi avoir un tableau de concordance entre la nomenclature tarifaire actuelle de l'Ukraine et le SH96, afin de pouvoir analyser utilement les données commerciales à notre disposition.

Réponse

Les taux de droits d'importation actuels ont été communiqués en mars 1997 et conformément au programme du gouvernement, l'Ukraine utilisera une nomenclature des marchandises fondée sur le SH96 à partir du 1er janvier 1998.

Questions additionnelles concernant l'accès au marché des marchandises

Question 7

Nous apprécions les informations relatives aux subventions à l'exportation et au soutien interne fournies à ce jour par l'Ukraine. Cependant, les Etats Membres pourront mieux comprendre ces mesures une fois que l'Ukraine aura communiqué toutes les informations demandées dans le document WT/ACC/4. Nous prions instamment l'Ukraine de le faire dès que possible.

Réponse

Les informations sur le soutien interne et les subventions à l'exportation seront communiquées aux Etats Membres de l'OMC après l'approbation par le Conseil suprême de l'Ukraine du budget de l'Etat pour 1997 et du Programme de promotion des exportations. Le projet de budget de l'Etat prévoit la possibilité d'accorder à l'avenir un soutien au secteur de l'élevage, mais ne prévoit pas de subventions à l'exportation.

Question 8

Quand la nomenclature à six chiffres du SH96 sera-t-elle appliquée aux frontières de l'Ukraine?

Réponse

La première édition de la Classification ukrainienne des marchandises pour les activités économiques extérieures a été établie conformément à la Résolution du Conseil des ministres n° 326 du 4 mai 1993 sur l'établissement de statistiques nationales et d'un programme d'Etat visant à appliquer le système comptable et statistique international et à la Résolution n° 403 du 8 août 1995 sur les modifications apportées au programme d'Etat visant à appliquer le système comptable et statistique international.

La nomenclature à six chiffres de la classification susmentionnée correspond entièrement au Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (1996) et à la nomenclature combinée à huit chiffres de l'Union européenne.

Cette classification devrait entrer en vigueur début 97, lorsque les propositions des ministères (départements) concernés auront été prises en compte et que la première édition sera terminée.

Question 9

L'Ukraine a-t-elle l'intention d'introduire des positions tarifaires à huit chiffres? Quand?

Réponse

Voir la réponse à la question 8.

Question 10

Quelle liberté de manoeuvre le calendrier de la restructuration du tarif douanier laisse-t-il pour les négociations tarifaires à venir?

Réponse

Le calendrier de la restructuration du tarif douanier laisse la possibilité de négocier aussi bien les niveaux des droits de douane que la période de leur transformation.

Question 11

Les documents font mention d'un Décret présidentiel. Or, le Parlement ukrainien s'est attribué en début d'année le droit exclusif de fixer les niveaux des droits d'accise et des droits de douane pour les produits assujettis aux droits d'accise. Quelles sont les incidences de la décision du Parlement en ce qui concerne ces documents?

Réponse

Les taux de droits applicables aux marchandises assujetties aux droits d'accise, ne dépassent pas les limites des taux de droits d'importation confirmés par le Décret du Président de l'Ukraine n° 255/96 du 6 avril 1996 sur la transformation des droits de douane de l'Ukraine pour 1996-2005 conformément au système du GATT/de l'OMC.

Il ressort de ce qui précède que les lois de l'Ukraine énumérées ci-après et confirmées par le Parlement ukrainien ne sont pas contraires au Décret du Président de l'Ukraine: Loi n° 30/96-BP du 6 février 1996 sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation pour les produits à base de tabac, Loi n° 178/96-BP du 7 mai 1996 sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation

pour les spiritueux et les boissons alcooliques, Loi n° 216/96 du 24 mai 1996 sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation pour certains moyens de transport et leurs pneumatiques, Loi n° 313/96-BP du 11 juillet 1996 sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation pour certaines marchandises.

Question 12

A la lumière de la décision du Parlement, l'Ukraine peut-elle garantir l'application des résultats des négociations tarifaires avec les Membres de l'OMC?

Réponse

Oui. La ratification par le Parlement des résultats des négociations tarifaires avec les Membres de l'OMC assurera leur application.

Question 13

Nous nous félicitons de l'accord de principe de l'Ukraine d'appliquer l'Accord sur l'harmonisation des taux de droits pour les produits chimiques dans sa totalité. Cependant, les taux finals mentionnés dans le document WT/ACC/UKR/22/Add.1 pour les produits visés par cet accord ne correspondent pas toujours aux taux prévus par ledit accord.

Réponse

Le document de synthèse est une offre de l'Ukraine pour engager les négociations sur les concessions tarifaires et les taux finals sont négociables.

Question 14

Nous nous félicitons de l'intention de l'Ukraine d'appliquer des droits nuls aux aéronefs civils et aux pièces pour aéronefs civils, mais là encore cette intention ne semble pas se concrétiser dans le document WT/ACC/UKR/22/Add.1.

Réponse

Le document de synthèse reflète la tendance générale de l'abaissement des niveaux de droits de douane pour les aéronefs civils et les pièces pour aéronefs civils conformément aux résultats des négociations du Cycle d'Uruguay. Ce document est une offre de l'Ukraine pour engager les négociations sur les concessions tarifaires et les taux finals doivent être négociés.

Question 15

Pourriez-vous indiquer au niveau des positions à six chiffres du SH les produits qui seraient assujettis au taux maximum de 70 pour cent pour les "marchandises assujetties au droit d'accise"?

Réponse

Voir la réponse à la question 11.

Droits Saisonniers

Question 16

L'Ukraine pourrait-elle nous en dire plus sur le système d'application des droits saisonniers?

Réponse

La possibilité d'appliquer des droits saisonniers est définie dans ses grandes lignes dans le tarif douanier unifié de l'Ukraine. Pareils droits n'existent pas dans le tarif douanier actuel. Les modalités d'application de ces droits n'ont pas été établies.

Question 17

L'Ukraine a-t-elle l'intention de maintenir la possibilité d'appliquer des droits d'importation saisonniers après son accession à l'OMC?

Réponse

Oui.

Question 18

Nous croyons comprendre que les droits saisonniers, lorsqu'ils sont appliqués, se substituent aux droits d'importation normaux. Les droits saisonniers sont-ils supérieurs ou inférieurs aux droits d'importation normaux?

Réponse

Conformément à l'article 10 de la Loi n° 2097-XII du 5 février 1992 sur le tarif douanier unifié, des droits d'importation saisonniers peuvent être appliqués à certains produits pour une période n'excédant pas trois mois à compter du premier jour de leur application.

Les taux des droits d'importation saisonniers n'excéderont en aucun cas les taux maximaux des droits d'importation confirmés par le Décret du Président de l'Ukraine n° 255/96 du 6 avril 1996.

Question 19

Prière de confirmer qu'à la date d'accession au plus tard, l'Ukraine appliquera le taux NPF à tous les Membres de l'OMC et que les préférences tarifaires accordées aux pays de la CEI seront supprimés, sauf lorsqu'elles découlent d'un accord de libre-échange au sens de l'article XXIV.

Réponse

Oui. A la date d'accession au plus tard, l'Ukraine appliquera le taux NPF à tous les Membres de l'OMC et les préférences tarifaires accordées aux pays de la CEI seront supprimés, sauf lorsqu'elles découlent d'un accord de libre-échange au sens de l'article XXIV.

Question 20

L'Ukraine peut-elle expliquer la nécessité de prévoir des taux de droits maximaux de 70 pour cent pour les produits agricoles, alors que la plupart des taux en vigueur sont beaucoup plus bas?

Réponse

Etant donné que le coût de production des produits agricoles est très élevé en Ukraine et qu'il n'y a pas de restrictions à l'importation ni de soutien de l'Etat en faveur des produits agricoles, l'Ukraine se réserve le droit de fixer à 70 pour cent le niveau de protection de plusieurs produits agricoles.

Question 21

La délégation ukrainienne pourrait-elle préciser les méthodes appliquées pour déterminer les taux de droits proposés et fournir l'analyse économique qui justifie le relèvement des taux?

Réponse

Les taux des droits d'importation proposés dans le document de synthèse correspondent aux taux des droits de douane en vigueur et prévoient de nouvelles réductions, conformément aux résultats des négociations du Cycle d'Uruguay.

Question 22

Les nouveaux taux de droits seront-ils appliqués au niveau de consolidation ou les taux effectivement appliqués par l'Ukraine seront-ils plus bas?

Réponse

Oui, les nouveaux taux de droits seront appliqués au niveau de consolidation ou seront plus bas.

Question 23

Nous souhaiterions faire part de notre préoccupation quant à la complexité de la restructuration du tarif douanier:

- pour de nombreux produits, aucune réduction n'est prévue au cours des années 1996 à 2005;
- pour de nombreux produits, aucune réduction n'est envisagée avant l'an 2000.

La réduction ne pourrait-elle pas être appliquée sur une base proportionnelle, en prenant comme point de départ la première année de la période de restructuration?

Réponse

Oui, nous sommes tout à fait d'accord, mais d'une part le document de synthèse est une offre officielle de l'Ukraine approuvée par son Président, et d'autre part cette période durant laquelle aucune réduction n'a été prévue est liée à la nécessité de reconstruire certaines branches de l'économie nationale.

Question 24

Il semblerait également souhaitable d'adopter le niveau des taux de droits appliqués en 1992 et 1993 comme niveau de base pour déterminer les taux de droits et le volume des contingents minimaux d'accès au marché pour les produits agricoles.

Réponse

En 1992, il n'y avait pas de tarif douanier national et le tarif douanier adopté en 1993 se fondait sur les taux de droits appliqués dans des conditions de monopole du commerce extérieur, ce qui n'est pas acceptable pour une économie en transition vers l'économie de marché.

Question 25

Prière de donner des détails sur les accords préférentiels signés par l'Ukraine avec d'autres partenaires commerciaux et sur les taux de droits appliqués aux produits importés de ces pays. Ces taux sont-ils différents des trois catégories de taux (taux préférentiel, intégral et spécial) prévues dans le tarif douanier ukrainien?

Réponse

L'Ukraine a signé des accords préférentiels (accords de libre-échange) avec les pays de la CEI et les Etats baltes. Les droits d'importation établis dans le cadre de ces accords sont nuls.

Question 26

L'Ukraine pourrait-elle confirmer que le document de synthèse sur le tarif douanier détaille uniquement les taux de droit NPF, mais ne donne aucune indication sur les droits saisonniers, les droits relevant du SGP et les autres droits préférentiels?

Réponse

Oui. Le document de synthèse sur le tarif douanier mentionne les taux plafonds des droits d'importation qui serviront à établir les taux de droits NPF.

Question 27

L'Ukraine propose-t-elle de consolider ses droits de douane aux taux indiqués dans l'annexe jointe au document de synthèse, ou d'appliquer ces taux et de fixer plus haut les niveaux de consolidation?

Réponse

Oui, l'Ukraine propose de consolider ses droits de douane aux taux indiqués dans l'annexe au document de synthèse.

Question 28

Le document de synthèse et l'annexe tiennent-ils compte de l'intention déclarée de l'Ukraine de convertir en droits de douane les mesures non tarifaires visant divers produits agricoles (réponse à la question 168 du document WT/ACC/UKR/25), ou les droits de douane résultant de cette tarification viendront-ils s'ajouter aux taux de droits indiqués dans l'annexe?

Réponse

Non. L'Ukraine n'a pas l'intention de procéder à la tarification des mesures non tarifaires.

Question 29

Nous avons besoin de réponses qui n'ont pas encore été données aux questions concernant l'importance des droits préférentiels (accordés en particulier aux autres pays de la CEI) pour être en mesure de déterminer avec précision la valeur de ces taux de droits.

Réponse

Voir la réponse à la question 26.